# Des discussions qui ressemblent à un dialogue de sourds

Du côté du représentant de l'État, on se félicitait, au sortir de la réunion d'hier, d'échanges constructifs. Dans le camp des élus du Fium'Orbu-Castellu, on regrettait plutôt l'usage de la langue de bois.

Si la discussion a bien eu lieu, hier matin, sur le site d'enfouissement d'abord, dans les locaux de la communauté de communes ensuite, elle s'est visiblement apparentée plutôt à un dialogue de sourds.

Une incompréhension mutuelle qui s'est matérialisée par des phrases lourdes de sens.

Ronan Léaustic faisait du déblocage du CET un préalable au vrai dialogue. Les élus du Fium'Orbu-Castellu campaient, quant à eux, sur leurs positions "pas un kilo de plus". *"Si l'on s'en tient à l'arrêté de réquisition, ça veut dire qu'à compter de la réouverture, 300 tonnes de déchets arriveraient chaque jour sur le site d'enfouissement jusqu'au 31 décembre. C'est tout à fait inacceptable !"*, argumentaient-ils. Sur cette question, le sous-préfet reconnaissait que l'arrêté de réquisition évoque bien le chiffre de 58 000 tonnes. *"Mais il est stipulé "* dans la limite des 58 000 tonnes". *Cela ne veut pas dire que l'on atteindra de tels volumes. Cela ne veut pas dire non plus qu'on ne les atteindra pas."*

Les délégués communautaires du Fium'Orbu-Castellu refusent aussi que les déchets mis en balle depuis l'été dernier, du côté de Cauro notamment, arrivent à Prunelli. *"Là, il y a un vrai problème sanitaire pour nos populations. Nous sommes là pour les protéger d'autant qu'elles font de gros efforts, depuis des années, par solidarité pour le reste de la Corse. Ces balles, nous ne les accepterons pas non plus !"*

Le problème sanitaire, Ronan Léaustic le voit ailleurs. Et notamment sur les sites où les déchets sont stockés dans l'attente d'une solution, depuis la fermeture du centre de Prunelli. *"Il y a là une question de salubrité. Et donc une compétence régalienne qui justifie l'arrêté de réquisition !"*

Réponse de Jacky Bartoli, maire d'Isulacciu : *"Alors, pour régler cette question, vous voulez transporter l'insalubrité dans le Fium'Orbu ! C'est un peu facile."*

Au sortir de la réunion avec le sous-préfet, les élus du Fium'Orbu campaient sur leurs positions. / PHOTO S. G.

## L'urgence, une notion toute relative

La réquisition du centre d'enfouissement de Prunelli, le 6 novembre, avait déjà été très mal perçue par les délégués communautaires du Fium'Orbu-Castellu. Le déploiement de force hier matin l'a été encore plus. *"Arriver avec six camions de gardes mobiles pour entamer une discussion, ce n'est pas logique"*, tempêtait notamment Jean-Noël Profizi, adjoint au maire de Serra-di-Fium'Orbu. Pas logique et *"méprisant pour des élus qui ont toujours fait preuve de responsabilité"*, estimaient d'autres.

La notion d'urgence mise en avant dans l'arrêté de réquisition hérisse aussi les élus. *"L'urgence, on nous la ressort chaque année. Depuis quatre ans, nous avons fait des efforts.* Avà basta !", argumentent-ils.

Des élus qui se réfèrent toujours au fameux protocole d'accord signé l'été 2015 en pleine crise des déchets. Une crise qui s'enlise et qui pourrait prendre un nouveau virage dès ce matin.

**I. V. ET P.-M. S.**

## Vighjaneddu : une tension grandissante mais pas encore de blocus

Une situation ubuesque. Alors que la tension monte au centre d'enfouissement de Prunelli di Fiumorbu, les élus de la communauté de communes du Sartenais-Valinco-Taravo vont se réunir dans les prochains jours. *"On apporte tout notre soutien à Prunelli. Les forces de l'ordre sont envoyées à des territoires qui ont toujours respecté leurs engagements à la lettre. C'est scandaleux."*

Selon eux, l'État, la CdC et le Syvadec bafouent le protocole signé en 2015 dans lequel ils s'engageaient à ne jamais utiliser la force publique. Mais également l'accord de 2018, dans lequel ils déclaraient respecter l'avis des territoires sur la question de l'implantation des centres d'enfouissement et de tri des déchets.

Pour l'heure, l'exécutif de l'intercommunalité n'est pas encore dans l'optique de bloquer l'accès à la déchetterie, comme en avril dernier lorsque seuls les camions de la CCSVT pouvaient passer.

Depuis le mois d'août en effet, le CET de Viggianello, qui accueille 100 % des déchets de l'île, est saturé. *"Ce contexte est intenable. Les déchets sont déversés dans l'illégalité à Viggianello. Nous allons écrire un courrier dès aujourd'hui à la préfète, pour qu'elle fasse respecter l'arrêté qu'elle a elle-même pris et qui indique que le site est réquisitionné pour les apporteurs habituels (soit 100 000 tonnes/an, hors déchets destinés à Prunelli)."*

**A.-F. I.**